



## Comment l'école et l'amélioration du niveau en maths pourraient relancer l'économie française



Une nette augmentation du niveau en maths permettrait de créer 75 milliards d'euros de richesses supplémentaires en 15 ans. Adrien Nowak / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Croissance

Par Pierre Lann avec AFP

Publié le 30/09/2022 à 12:49

Et s'il fallait davantage insister sur l'éducation pour relancer l'économie française ? Une note du Conseil d'analyse économique (CAE), un organisme chargé d'éclairer les décisions du gouvernement, s'est penchée sur le net ralentissement de la productivité du



travail en France par rapport à l'Allemagne et aux États-Unis. En cause, selon l'étude du CAE, un manque de compétences des Français en mathématiques et sur le plan sociocomportemental, c'est-à-dire la capacité à travailler en équipe, à s'organiser et à s'adapter. Des qualités qui ne seraient pas suffisamment travaillées à l'école et qui pénaliseraient le pays.

La croissance de la productivité ralentit depuis 20 ans en □□□□ par rapport à l'Allemagne et les États-Unis. Pour @mar\_salaa, @XJaravel @ThomasPHI2 et @DSraer le capital humain est un levier d'accélération de la productivité qui doit devenir prioritaire□□ <https://t.co/0wgrAx3efm> [pic.twitter.com/N1OCXCzbuJ](https://pic.twitter.com/N1OCXCzbuJ)  
— CAE (@CAEinfo) September 29, 2022

Les conclusions de cette étude apportent un éclairage intéressant, alors que la politique du gouvernement consiste à insister largement sur la baisse des impôts de production et la flexibilisation du travail pour créer de la croissance. Le CAE explique pourtant que le décrochage de la productivité coûterait 140 milliards d'euros par an.

Déclassement

Depuis le milieu des années 2000, la France aurait perdu quatre points de PIB par rapport à l'Allemagne pour cette raison. Et six points par rapport aux États-Unis, qui partaient pourtant d'un niveau de productivité plus faible que l'Hexagone. Cette analyse « remet en cause le diagnostic traditionnel du déclassement économique français selon lequel la productivité resterait forte et le problème serait un faible taux d'emploi », précise le CAE.

À LIRE AUSSI : Fuite des cerveaux, éducation, industrie... Tous ces domaines dans lesquels la France s'effondre

Ce focus sur la productivité est tout sauf anodin, puisqu'il éclaire l'une des apories du modèle économique français. Faute d'une augmentation suffisante de la productivité du travail, notre pays crée actuellement des emplois à un rythme plus rapide que la croissance. Ce qui, mécaniquement, peut être une explication à la faible augmentation des salaires, puisque ces nouveaux emplois doivent « coûter » peu cher.

La bosse des maths

La CAE recommande particulièrement d'investir dans l'éducation, et notamment dans les mathématiques. L'étude brosse le tableau d'une société où les métiers nécessitant de fortes compétences en mathématiques (ingénieurs, enseignants, travailleurs de la santé...) sont de plus en plus nombreux, contrairement à ceux qui en nécessitent peu. Et ces métiers contribueraient particulièrement à la croissance.

En s'appuyant particulièrement sur le classement PISA, qui compare les niveaux scolaires des principaux pays développés, le CAE trouve une corrélation entre une élévation dans ce classement et une augmentation des richesses produites dans un pays. Or, le niveau global des élèves français en maths ne cesse de régresser, y compris pour les élèves les plus doués.

À LIRE AUSSI : Collège : pourquoi les filles réussissent-elles mieux que les garçons en français ?



Pour y remédier, les économistes proposent de s'inspirer des progrès rapides observés en Allemagne et au Portugal depuis le début des années 2000. Après avoir reçu la « médaille d'or de l'injustice sociale » lors de la publication des premiers résultats du classement PISA en 2000, Berlin a doublé les dépenses d'éducation, augmenté le nombre d'heures de mathématiques, tout en investissant largement dans l'accompagnement des élèves défavorisés et notamment des enfants issus de l'immigration. Un effort similaire permettrait « une hausse de la croissance annuelle par habitant d'environ 0,2 point » , soit 75 milliards d'euros au bout de 15 ans, selon le CAE.

Réforme sociale

Le deuxième levier pour combler le retard français serait d'offrir un meilleur accès aux carrières de l'innovation, en particulier dans le domaine scientifique, en favorisant l'insertion des femmes et de jeunes issus de milieux moins favorisés. S'ils avaient les mêmes chances que les étudiants les plus privilégiés, « il y aurait 2,84 fois plus de chercheurs ou d'ingénieurs titulaires d'une thèse » poursuit le CAE.

La jeunesse de nouveau sacrifiée. Le budget de l'université rapporté au nombre d'étudiants continue de baisser: -15% depuis 2017 et -22% depuis 2012 #PLF2023  
[pic.twitter.com/6BCjMFYUNd](https://pic.twitter.com/6BCjMFYUNd)

— Lucas Chancel (@lucas\_chancel) September 26, 2022

Ce qui impliquerait aussi de revaloriser la recherche universitaire, un angle mort des politiques publiques, alors que le budget pour 2023 prévoit encore une diminution des budgets de l'université par étudiant, selon les travaux des économistes Thomas Piketty et Lucas Chancel.

Enfin, la note du CAE s'attaque au crédit impôt recherche (CIR), initialement pensé pour compenser le fait que les impôts de production soient plus élevés en France que dans les pays voisins. Or ces contributions fiscales ont été réduites, notamment pour les grandes entreprises. Le CAE estime donc que le CIR leur profite « de manière disproportionnée » et recommande de réorienter le dispositif vers les PME et les TPE.

